

PLENIERE DU 22 OCTOBRE 2007

DEBAT DE POLITIQUE GENERALE

Intervention de Véronique Bérégovoy, pour le groupe des élus Verts

Dans cinq jours, les conclusions du Grenelle de l'environnement seront rendues. Je n'évoquerai pas tous les points qui ont été abordés ou tous ceux qui ne l'ont pas été, les Verts s'étant exprimés largement, tant au niveau national que régional. Je souhaiterai mettre l'accent sur un des enjeux majeurs de ce Grenelle : la politique des déplacements, la politique des transports.

Depuis des années, les responsables politiques des principaux partis mais aussi les cadres dirigeants de la SNCF clament, la main sur le cœur, leur attachement au transport des marchandises par le rail (le « fret ») et promettent d'ambitieux plans de développement. Hélas, aujourd'hui, faut-il le rappeler, les marchandises circulent à 80% par camions... alors que le chemin de fer ne cesse de perdre des parts de marché.

C'est dans ce contexte que la SNCF vient d'annoncer une restructuration de son activité fret. A compter du 30 novembre prochain, 262 gares fret n'assureront plus le chargement et le déchargement des marchandises des wagons isolés. Dans notre région, ce sont les gares d'Evreux et de Dieppe qui sont concernées. Cette réduction d'activités devrait se traduire par d'importantes suppressions d'emplois. Quant aux "petits clients", qui ne faisaient transporter que quelques wagons, ceux-ci seront priés d'aller voir ailleurs... sans doute du côté des transporteurs routiers. Ainsi, il y aura bien un report massif du transport des marchandises mais dans le sens inverse de ce qui doit être fait, c'est-à-dire du fret ferroviaire vers la route. Alors qu'il est urgent de réduire les gaz à effet de serre en s'attaquant à la source principale de leurs émissions que sont les transports, en effet, à lui tout seul, ce secteur en est responsable à 28%, penser les déplacements, autrement que par la route, est une nécessité, une priorité.

C'est pour cela, qu'au niveau régional, nous soutenons depuis toujours le projet de réouverture de la ligne Rouen-Evreux qui répond, non seulement à la lutte contre le réchauffement climatique mais qui permettra aussi d'équilibrer l'aménagement de notre territoire, facilitera le déplacement de milliers de personnes que se soit pour leur travail, leurs études ou leurs loisirs, favorisera le développement économique et donc l'emploi. C'est ce type de projets qui doivent se développer en France.

Au lieu de cela, l'Etat continue d'approuver des projets qui vont accroître les difficultés auxquelles nous sommes confrontés comme la programmation de constructions de plus de 3000 km d'autoroutes. Tout cela augure mal de la réelle volonté gouvernementale de faire de la lutte contre le réchauffement climatique une des priorités de ce « Grenelle ».

Et pourtant, Il est plus que temps désormais, de stopper les projets « grenellement incompatibles » tels aussi que la relance des centrales à charbon, des terminaux méthaniers, du nucléaire, bref que des projets industriels appartenant au passé, défendus et soutenus par des intérêts privés au détriment de l'intérêt général, au détriment de la protection de notre planète.

Malgré notre regard interrogatif, voire inquiet sur les propositions concrètes qui sortiront ou qui ne sortiront pas de ce Grenelle, malgré le Ministre de l'écologie qui se fait rappeler à l'ordre par le Président de la FNSEA, malgré l'abstention du Ministre de l'agriculture à Bruxelles sur un dossier d'autorisation d'OGM, malgré la levée de boucliers des sénateurs UMP quand on leur explique qu'il faut développer le bio dans les cantines scolaires, malgré la suppression des crédits alloués par l'Etat pour développer les transports collectifs, malgré tout cela, nous voulons encore espérer qu'il y aura des mesures fortes, concrètes et novatrices qui réorienteront les activités humaines pour une société respectueuse de l'homme, de son environnement et de sa biodiversité en pensant aux générations futures.

Nous serons prêts à soutenir toutes les mesures qui iront dans ce sens : tels que le lancement d'un programme pluri-annuel d'investissement massif sur le fret ferroviaire et fluvial financé entre autre par la mise en place d'une éco-taxe sur les poids lourds, d'un plan national d'isolation des logements anciens, d'un plan d'économie d'énergie et de production d'énergies renouvelables de proximité, l'interdiction des cultures OGM en plein champ, l'aide à l'agriculture biologique, ou bien encore l'instauration d'un taux de TVA réduit sur les produits propres... Mais pour cela, il faudra faire des choix politiques clairs accompagnés des budgets nécessaires car il ne sera pas possible de faire croire que l'on peut concilier l'inconciliable.

Depuis des années, les discours sur l'environnement ne manquent pas, hier c'était « la maison brûle » aujourd'hui c'est « le Grenelle de l'environnement », répondre politiquement et sincèrement à cette situation, c'est avant tout choisir la responsabilité à l'aveuglement en stoppant les projets grenellement incompatibles et en réorientant les politiques publiques autour des projets qui viennent d'être énoncer.

Nous le savons tous ici, nous ne pouvons plus attendre, nous devons avons agir maintenant!